CANADA PROVINCE DE QUEBEC COMTE DE MONTMORENCY

Procès-verbal de la session régulière du conseil du Village de Sainte-Pétronille, tenue le lundi six (6) juin deux mille seize, au centre communautaire Raoul-Dandurand, à 20 heures et à laquelle sont présents monsieur Harold Noël, maire, messieurs Éric Bussière et Yves-André Beaulé et Enrico Desjardins ainsi que mesdames Mireille Morency, Lison Berthiaume et Lyne Gosselin, conseillers.

M. Harold Noël, maire, souhaite la bienvenue, constate le quorum, déclare la séance ouverte et fait la lecture de l'ordre du jour.

2016-061 <u>Lecture et adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du 6 juin 2016</u>

Il est proposé par Mireille Morency et appuyé par Yves-André Beaulé d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée du 6 juin 2016.

ADOPTEE

2016-062 Adoption du procès-verbal du 2 mai 2016

Il est proposé par Lyne Gosselin et appuyé par Lison Berthiaume d'adopter le procès-verbal du 2 mai 2016 avec les modifications suivantes :

• **Résolution 2016-056**: Ajouter un troisième attendu qui se lit comme suit : « **Attendu que** cette directive s'applique exclusivement à la maison sise au 8286, chemin Royal à Sainte-Pétronille ».

ADOPTEE

Dépôt de document

Rapport sommaire de l'inspecteur en bâtiment du mois de juin 2016

2016-063 Adoption du règlement # 390 RMU 03 relatif au stationnement

Attendu que le stationnement sur rues municipales n'est pas règlementé;

Attendu que la gestion du stationnement est devenue nécessaire sur l'ensemble du territoire de la Municipalité ;

Attendu que cette règlementation s'inscrira dans les Règlements Municipaux Uniformisés (RMU);

Attendu que cette règlementation permettra aux agents de la SQ d'émettre des constats pour le stationnement illégal;

Attendu qu'une signalisation favorisera l'utilisation des stationnements publics hors rue;

Attendu que des initiatives privées sont prévues avec les commerces de la municipalité;

Attendu les pouvoirs conférés à la Municipalité en matière de protection et le sécurité publique, notamment par le Code municipal (L.R. Q., c. C--27.1) et la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q.,c, C-47.1) ;

Attendu que des citoyens de la rue Horatio-Walker ont déposé un document démontrant leurs préoccupations sur le stationnement et la circulation dans leur rue;

Attendu que les problématiques de stationnement et de circulation seront réévaluées en fin d'année (rapport policier) pour révision ;

Attendu qu'un avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire tenue le 2 mai 2016;

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir reçu copie du présent règlement dans les délais prescrits par la Loi et renoncent à sa lecture ;

Attendu que l'annexe A fasse partie du présent règlement ;

Attendu que la conseillère Lyne Gosselin demande le vote ;

Attendu que 4 conseillers on voté en faveur et que 2 autres ont voté en défaveur du présent règlement ;

En conséquence:

Ile est proposé par Enrico Desjardins et appuyé par Mireille Morency :

Que le règlement portant le numéro 389 intitulé "Règlement RMU-03 relatif au stationnement" soit et est adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit.

Agent de la paix: Personne responsable de l'application du présent

règlement dans le cadre de sa mission, plus précisément en ce qui a trait au maintien de la paix, de l'ordre et de la

sécurité publique sur le territoire.

Chemin public: La surface de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien

est à la charge d'une municipalité, d'un gouvernement ou l'un de ses organismes, et sur une partie de laquelle sont aménagées une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules et, le cas échéant, une

ou plusieurs voies cyclables.

Officier chargé de l'application:

L'officier municipal et les agents de la paix sont responsables de l'application de tout ou partie du présent

règlement et sont autorisés à émettre des constats

d'infraction.

Officier municipal: L'inspecteur municipal, tout employé cadre du Service

des travaux publics, et leurs adjoints respectifs, et toute autre personne désignée par résolution du conseil municipal et avec qui la municipalité peut avoir conclu

une entente ou un contrat.

Véhicule: Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin.

Sont exclus de cette définition, les véhicules pouvant circuler sur les rails et les fauteuils roulants mus électriquement, les remorques, les semi-remorques et les

essieux amovibles sont assimilés aux véhicules.

Article 2 Installation de la signalisation

La municipalité installe et maintient en place la signalisation appropriée et décrétée par le présent règlement ainsi que pour l'entretien, le nettoyage ou la réparation des rues de la Municipalité.

Article 3 Responsabilité

L'utilisateur ou la personne au nom de laquelle un véhicule routier est inscrit au registre de la *Société d'assurance automobile du Québec* est responsable de toute infraction relative au stationnement en vertu du présent règlement.

Article 4 Stationnement interdit

Il est interdit de stationner un véhicule sur le chemin public aux endroits où une signalisation indique une telle interdiction. Ces endroits sont spécifiés à l'annexe "A" qui fait partie du présent règlement.

Article 5 Stationnement périodique

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public au-delà de la période autorisée par une signalisation ou un parcomètre.

La période autorisée par une signalisation ne s'applique pas lorsque le véhicule est muni de la vignette accrochée au rétroviseur ou de la plaque prévue à *l'article 388 du Code de la sécurité routière* (personne à mobilité restreinte).

Article 6 Stationnement hivernal

Il est interdit de stationner un véhicule sur un chemin public en tout temps du 15 novembre au 1^{er} avril inclusivement, et ce, sur tout le territoire de la municipalité.

L'Interdiction ne s'applique pas aux véhicules d'intervention nécessaires au maintien des services d'utilité publique d'électricité et de gaz naturel.

Article 7 Entretien des infrastructures publiques

Il est interdit de stationner un véhicule contrairement à la signalisation installée temporairement par la municipalité pour l'entretien, la réparation, le nettoyage des rues et des stationnements sur son territoire.

Article 8 Stationnement d'une remorque, roulotte ou autre véhicule non motorisé

Il est interdit, en tout temps, de stationner sur les chemins publics ou les stationnements, une remorque, une roulotte et tout autre véhicule non motorisé que l'on déplace habituellement à l'aide d'un véhicule.

Article 9 Véhicule mis en vente

Il est interdit de laisser un véhicule stationné sur le chemin public avec la mention "à vendre" ou dans le but de le vendre.

Article 10 Stationnement d'un véhicule pour réparation

Il est interdit de stationner dans les chemins publics ou un terrain de stationnement de la municipalité, un véhicule routier afin d'y procéder à sa réparation ou à son entretien.

Article 11 Stationnement sur les terrains privés

Sur les chemins et les terrains privés ouverts à la circulation publique des véhicules routiers et faisant l'objet d'une entente entre la municipalité et le propriétaire, toute personne est tenue de se conformer à la signalisation affichée concernant le stationnement.

Article 12 Déplacement

Dans le cadre des fonctions qu'il exerce en vertu du présent règlement, l'officier chargé de l'application peut faire remorquer, déplacer ou faire déplacer un véhicule stationné aux frais de son propriétaire dans le cadre de la présente réglementation applicable et notamment dans le cas d'enlèvement de la neige, de balayage de rue, de travaux municipaux d'entretien.

En cas d'urgence, l'officier chargé de l'application peut faire remorquer, déplacer ou faire déplacer un véhicule lorsque le véhicule entrave le travail des pompiers, des policiers ou de tout autre fonctionnaire lors d'un événement mettant en cause la sécurité publique.

Le propriétaire ne pourra en recouvrer la possession que sur paiement des frais de remorquage et de remisage le tout, en sus des amendes prévues au présent règlement.

Article 13 Stationnement réservé aux personnes à mobilité restreinte

À moins d'être muni de la vignette ou de la plaque prévue à *l'article 388* du *Code de la sécurité routière*, il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule dans un espace réservé aux personnes à mobilité restreinte où une signalisation indique une telle interdiction.

Article 14 Zone débarcadère

Sauf en cas de nécessité, nul ne peut stationner un véhicule routier plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour laisser monter ou descendre des passagers ou pour charger ou décharger la livraison de matériaux dans une zone de débarcadère.

Article 15 Stationnements pour bicyclettes

15.1 Nul ne peut immobiliser un véhicule routier dans un espace de stationnement spécialement aménagé pour les bicyclettes entre le 15 avril et le l^{er} novembre de chaque année.

Article 16 Poursuites pénales

Le Conseil autorise l'officier chargé de l'application du présent règlement d'entreprendre des poursuites pénales contre toute personne contrevenant à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement et autorise généralement ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Article 17 Amendes

Quiconque contrevient aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14 et 15 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 50\$.

Article 18 Abrogation

Le présent règlement remplace, à toutes fins que de droit, les règlements 366 et 369, de même que tout règlement ou toutes dispositions incompatibles.

Article 19 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Annexe A: Directives sur le stationnement

1. <u>Stationnement hivernal:</u>

Durée :	15 novembre au 1 ^{er} avril.	
Interdiction :	Stationnement interdit dans toutes les rues.	
	Stationnement interdit dans toutes les aires de retournement.	
Exception :	Détenteurs de vignettes	

2. Stationnement estival:

Périmètre urbain :

Durée :	2 avril au 14 novembre	
Rues	De l'Église	
concernées :	Du Quai	
	Gagnon	
	Horatio Walker	
	Laflamme	
Permission:	 Espaces de stationnement identifiées sur la voie. 	
Interdiction :	Tout autre espace non identifié par un espace de	
	stationnement.	
	• Tout véhicule ne disposant pas de vignette et qui n'est	
	pas dans un espace de stationnement.	
	 Tout véhicule entravant un trottoir 	
	 Tout véhicule commercial ou récréatif. 	
	 En dehors des heures de stationnement permises. 	

Hors du périmètre urbain :

Durée :	2 avril au 14 novembre	
Rues	Cap de Condé	
concernées :	Chênes Nord	
	Chênes Sud	
	Ferland Sud	
	Ferland Nord	
	• Genest	
	• Hêtres	
	Marie-Anne	
	 Orléans 	
	Pins Nord	
	Pins Sud	
	• Sorbiers	
Permission:	Stationnement permis dans toutes les rues	
Interdiction :	 Tout véhicule nuisant à la circulation. 	
	 Tout véhicule entravant une entrée privée ou un trottoir. 	
	• Tout véhicule entravant l'accès aux citernes	
	municipales.	
	 Tout véhicule entravant les boîtes postales. 	
	 Tout véhicule stationné dans une aire de retournement. 	
	 Tout véhicule commercial ou récréatif. 	

3. <u>Vignettes:</u>

Types:	 Vignette pour stationnement hivernal. 	
	 Vignette pour événements spéciaux. 	

4. Panneaux:

Types:	• Interdiction de stationner en hiver (sauf détenteurs de vignettes)
	 Interdiction de se stationner autre qu'aux espaces identifiés sur la voie publique

5. <u>Cases de stationnement :</u>

Types:	Cases de stationnement		
	•	Cases de stationnement pour personnes à mobilité réduite	
		reduite	

6. Emplacements des cases de stationnement sur rues :

Rue	Description	Cases
Rue de l'Église	Face aux modules de jeu (côté	8
	Ouest)	20
	Côte de l'Église (côté Nord)	6
	Extrémité ouest de la rue (côté	
	Nord)	
Rue Horatio-Walker	Voie pavée	20
Rues Gagnon et Laflamme	Côté Ouest	6
Rue du Quai	Côté Ouest	18
Cases de stationnement sur rues :		78
Cases de stationnement pour	1 dans la rue Horatio-Walker	2
personnes à mobilité réduite :	1 dans la rue du Quai	

Avis de motion

Mireille Morency donne avis de motion qu'elle présentera lors d'une prochaine session, un règlement dans le but d'autoriser le maire à nommer des personnes pour agir à titre de constables spéciaux.

Avis de motion

Enrico Desjardins donne avis de motion qu'il présentera lors d'une prochaine session, un règlement dans le but Remplissage des fossés dans les rues municipales.

2016-064 <u>Demande de commandite pour l'Association du Chœur d'Érika</u>

Il est proposé par Lison Berthiaume et appuyé par Mireille Morency de verser un montant de 250 \$ pour l'association du chœur d'Érika.

ADOPTÉE

2016-065 **Rue Genest - Canalisation**

Attendu que la canalisation du bas de la rue Genest est déficiente ;

Attendu que cette situation fait en sorte que le ruisseau du bas de la rue subit beaucoup d'érosion ;

Attendu que cette situation doit être corrigée;

En conséquence, il est proposé par Enrico Desjardins et appuyé par Éric Bussière d'effectuer les travaux requis à la canalisation de la rue Genest pour un montant budgétaire de 8 000 \$ taxes incluses. Les travaux seront payés à même le budget 2016.

ADOPTÉE

2016-066 <u>Camp de jour de Saint-Pierre – Cours de Golf</u>

Attendu que la municipalité ne possède plus de camp de jour ;

Attendu que plusieurs enfants de la municipalité participent au camp de jour de Saint-Pierre ;

Attendu que des cours de golf seront donnés au club de Golf Orléans de Sainte-Pétronille ;

En conséquence, il est proposé par Mireille Morency et appuyé par Lison Berthiaume que la municipalité paie 50% des frais d'inscription pour les enfants de Sainte-Pétronille qui participeront aux cours de golf.

ADOPTÉE

2016-067 <u>Œuvre d'art public – Plaque d'identification</u>

Il est proposé par Lison Berthiaume et appuyé par Enrico Desjardins d'engager Communication ZAP pour la production de la plaque d'identification de la sculpture de M. Bernard Hamel qui sera installée à proximité du centre communautaire Raoul-Dandurand au coût de 487,50 \$ + taxes.

ADOPTÉE

2016-068 <u>Comptes à payer</u>

Il est proposé par Yves-André Beaulé et appuyé par Enrico Desjardins de payer les comptes suivants:

Bell Canada	272.37
Bell Mobilité	92.78
Buffets maison	830.01
Construction Couture & Tanguay	50 761.83
Copibec	28.74
CT Copieur	367.07
Couvre-planchers Orléans	327.68
CPU Service	137.97
CT Copieur	367.07
Daniel Laflamme	593.35
Desjardins Sécurité Financière	750.56
Fleuriste Montmorency Inc	100.03
Fonds de l'information sur le territoire	24.00
Hydro Québec	1 339.50
Lison Berthiaume	487.44
Mallette Ministry County D. Lilia	2 667.42
Ministère Sécurité Publique	82 903.00
MRC IIe d'Orléans (journal Autour de l'IIe)	581.67
MRC IIe d'Orléans (ordures)	7 144.92
MRC IIe d'Orléans (assurance salaire)	481.44
MRC Ile d'Orléans (évaluateur)	2 327.28
Nap Giroux Inc	442.65
P. Aubut	244.96
Petite caisse	873.75
Petro Canada	148.00
Poliquin textile	2 115.77
Produits Capital	425.97
Receveur général Canada	1 294.66
Réno Dépôt	1 463.59
Rénovation Orléans	2 561.85
Revenu Québec	3 030.63
Société Canadienne postes	421.74
Spécialiste du stylo	11 761.94
Télécommunications TJB enr,	68.99
Trafic Contrôle	428.63
Unicoop Vision 3W	489.32
	11.50
Yves Chrétien	10 462.73
Total	188 832.81
ADOPTÉE	

2016-069	Levée de la session			
	La levée de la session est proposée par Mireille Morency à 22 heures 39 minutes.			
	ADOPTEE			
	Jean-François Labbé	Harold Noël, maire		
	Directeur général/secrétaire-trésorier			